

Lorient. Tractage de l'intersyndicale devant le centre des finances publiques



L'intersyndicale Solidaires-CFDT-CGT-FO des finances publiques du Morbihan distribue des tracts, ce jeudi matin, devant le centre des impôts de Lorient. L'objectif : alerter contre « un plan massif de restructurations qui préfigure une nouvelle casse du service public ».

- « **Halte aux suppressions de poste** ». La dizaine d'agents réunie ce jeudi, place de l'Hôtel-de-Ville à Lorient, a détaillé aux usagers, via des tracts et quelques échanges, les conséquences possibles du plan de restructuration au sein de la Direction générale des finances publiques, annoncé par le gouvernement. « L'intention de Gérald Darmanin est connue, les chiffres moins. Il pourrait s'agir de 30 000 à 50 000 postes au niveau national, avec un objectif global de 120 000 postes sur cinq ans, jugé atteignable par le ministre des comptes publics. Cela pourrait signifier de 25 à 150 suppressions dans le Morbihan ».

- « **Les usagers veulent de la compétence et de l'humain** ». Pour l'intersyndicale, la télédéclaration est une chose, « mais les usagers rencontrés devant le centre des finances publiques nous rappellent combien ils ont besoin de rencontrer des personnes, capables d'apporter des réponses, avec de la compétence ». Depuis le 1^{er} janvier et le prélèvement à la source, les délégués notent « une file d'attente quotidienne, devenue permanente » devant les locaux du centre-ville. « Preuve que le tout web est un leurre ».

« **Les centres éloignés risquent encore de trinquer** ». Depuis décembre, l'intersyndicale cherche à rencontrer la direction départementale des finances publiques à Vannes, pour mieux cerner la restructuration à venir. « Nous n'avons pas de retour, et craignons évidemment que cette casse des

services publics ne se fasse au détriment des petits centres de proximité qui subsistent encore, comme Hennebont, Port-Louis ou Gourin », détaille le porte-parole Christophe Rissel. La mise en place annoncée de « Maisons de services publics » ne semble pas rassurante. « Elles seront tenues par des contractuels, sans technicité. On va hériter d'un service low cost, dont le coût va qui plus est être transféré aux communes, et donc aux contribuables ».

- **Mobilisation le jeudi 9 mai.** L'intersyndicale des finances publiques invite à rejoindre la manifestation de défense des services publics, programmée jeudi prochain. Le rassemblement est prévu boulevard Cosmao-Dumanoir, à 14 h.

